

GRAND PORT FLUVIO-MARITIME DE L'AXE SEINE

DIRECTION TERRITORIALE DU HAVRE

Service Réseau Ferré Portuaire

REGENERATION DU PN 142

REGLEMENT DE CONSULTATION (RC)

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

(Articles L.2123-1, R.2123-1 et R.2123-4 à R.2123-7 du Code de la Commande Publique)

Date limite de remise des offres : 28 novembre 2024 avant 12h00

Sommaire

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITION GENERALES.....	3
ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION	3
2.1. ETENDUE ET MODE DE LA CONSULTATION	3
2.2. DECOMPOSITION EN TRANCHES OU EN LOTS.....	3
2.3. PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES.....	3
2.4. NATURE DE L'ATTRIBUTAIRE	3
2.5. VARIANTES.....	4
2.6. DELAI D'EXECUTION	4
2.7. MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION	4
2.8. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	4
2.9. MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT	4
2.9.1. Modalités de financement	4
2.9.2. Modalités de paiement	4
2.10. MESURES PARTICULIERES CONCERNANT LA SECURITE ET LA PROTECTION DE LA SANTE	5
ARTICLE 3. ETABLISSEMENT ET PRESENTATION DES OFFRES	5
3.1. CANDIDATURE.....	6
3.2. OFFRE.....	7
ARTICLE 4. JUGEMENT DES OFFRES	8
4.1. CRITERES ET MODALITES DE JUGEMENT DES OFFRES.....	8
4.2. DEMANDE DE PRECISIONS - NEGOCIATIONS.....	10
4.3. VERIFICATION DES OFFRES ET CORRECTION D'ERREURS MATERIELLES	10
4.4. FORMES DES DECOMPOSITIONS ET DES SOUS-DETAILS	11
4.5. INFORMATION DES SOUMISSIONNAIRES	11
ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES.....	11
ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	12

PREAMBULE

Le marché public sera conclu avec le grand port fluvio-maritime de l'axe Seine, établissement public de l'Etat, dont le siège est situé au 71 quai Colbert, 76600 Le Havre, représenté par Florian WEYER, Directeur général délégué en charge de la Direction territoriale du Havre, domicilié Terre-plein de la barre - CS 81413 - 76067 LE HAVRE Cedex », et ci-après dénommé « HAROPA PORT | Le Havre ».

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITION GENERALES

La présente consultation concerne la régénération du PN 142 situé route industrielle au Havre. Ce PN est composé de rails VIGNOL et d'un platelage STRAIL. Il sera reconstitué à l'identique.

Les travaux comprennent l'ensemble des fournitures et des travaux nécessaires à la régénération du PN 142.

Le PN 142 se situe sur la route industrielle et permet la desserte ferroviaire de la zone « SUD TANCAR »

Visites obligatoires

Pour l'établissement de son offre, le candidat devra se rendre sur le site en présence du Maître d'œuvre. Lors de cette visite, un bon de visite sera établi. Les modalités de ces visites sont précisées à l'article 6 ci-après.

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1. ETENDUE ET MODE DE LA CONSULTATION

La présente consultation est lancée suivant la procédure adaptée définie aux articles L.2123-1 ; R.2123-1 et R.2123-4 à R.2123-7 du Code de la commande publique.

2.2. DECOMPOSITION EN TRANCHES OU EN LOTS

Le marché public n'est pas découpé en tranches ni décomposé en lots.

2.3. PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES

Sans objet.

2.4. NATURE DE L'ATTRIBUTAIRE

Le marché sera conclu soit avec un seul opérateur économique, soit avec des opérateurs économiques groupés.

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'en cas de groupement d'opérateurs économiques, en application des dispositions des articles R.2142-19 à R.2142-27 du Code de la commande publique, le groupement doit avoir été constitué dès le stade de la candidature, et aucune modification ne peut intervenir dans la composition du groupement entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché, sous réserve des dispositions de l'article R.2142-26.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur notamment en cas de défaillance de l'un des membres du groupement.

En cas de groupement conjoint, le candidat indique dans l'Acte d'Engagement le montant et la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter.

2.5. VARIANTES

Les variantes ne sont pas autorisées.

2.6. DELAI D'EXECUTION

Le délai global d'exécution des prestations est fixé dans le cadre de l'acte d'engagement et ne peut en aucun cas être modifié par les soumissionnaires.

2.7. MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

HAROPA PORT | Le Havre se réserve le droit d'apporter au plus tard six (6) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres initiales, intermédiaires ou finales, des modifications de détail au dossier de consultation. Les soumissionnaires devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.8. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé dans le cadre de l'Acte d'Engagement à cent quatre-vingt (180) jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres. Ce délai de validité s'applique également pour chaque nouvelle offre remise.

2.9. MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

2.9.1. Modalités de financement

Les travaux faisant l'objet de la présente consultation sont rémunérés dans le cadre du budget d'investissement de HAROPA PORT | LE HAVRE et seront financées totalement par HAROPA PORT | Le Havre.

Le titulaire du marché a la possibilité de céder ou de nantir sa créance. L'exemplaire unique du marché est délivré sur sa demande au titulaire.

2.9.2. Modalités de paiement

Les prestations seront réglées par application des prix forfaitaires figurant à l'État des prix forfaitaires et des prix unitaires figurant aux Bordereau des prix unitaires aux quantités réellement exécutées.

Les comptes seront réglés en une seule fois à la réception des travaux.

Les prix sont fermes, actualisables dans les conditions fixées à l'article 3.4 du CCAP sur la base de l'index VF2 "Travaux de voie avec mécanisation légère", publié au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment.

Une retenue de garantie de 5% sera appliquée dans les conditions prévues au 5.1 du CCAP. Cette retenue de garantie pourra, au gré du titulaire, être remplacée par une garantie à première demande.

Sauf refus du titulaire, il est prévu le versement d'une avance dans les conditions fixées à l'article 5.2 du CCAP et aux articles R.2191-3 à R.2191-19 du Code de la commande publique.

Le mode de règlement choisi par le Maître d'Ouvrage est le virement bancaire à trente (30) jours à compter de la réception de la facture.

2.10. MESURES PARTICULIERES CONCERNANT LA SECURITE ET LA PROTECTION DE LA SANTE

Les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité relatives aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure, prévues par le décret 2008-244 du 7 mars 2008 « articles R 4512-6 à R 4512-12 » du Code du Travail, le Décret 92-158 du 20 février 1992 et l'arrêté du 19 mars 1993 s'appliquent au présent marché. Les entreprises seront tenues de se conformer aux obligations prévues par la réglementation. Le CCTP et le CCAP précisent, le cas échéant, les dispositions particulières à prendre pour l'établissement et l'application du plan de prévention.

ARTICLE 3. ETABLISSEMENT ET PRESENTATION DES OFFRES

Le dossier de consultation est mis gratuitement à la disposition des candidats sous format dématérialisé sur le profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr> dans les conditions qui y sont précisées.

Ceux-ci pourront s'authentifier sur le site et indiquer une adresse courriel permettant de façon certaine une correspondance électronique, notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

L'adresse courriel utilisée par les entreprises pour le dépôt de leur candidature et de leur offre sur le profil d'acheteur sera l'adresse exclusivement retenue pour tous les échanges avec accusé de réception électronique entre HAROPA PORT | Le Havre et les entreprises, au cours de la procédure de passation.

Seul fait foi le document papier dont l'exemplaire original est conservé dans les archives de HAROPA PORT | Le Havre. En conséquence, le Maître d'Ouvrage ne pourra être tenu pour responsable des erreurs, anomalies ou omissions qui pourraient être relevées sur ce support numérique.

Les offres des soumissionnaires ainsi que les documents associés seront entièrement rédigés ou traduits en langue française. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du Maître d'Ouvrage.

Le dossier à remettre par les soumissionnaires comprendra les pièces suivantes présentées sous la forme des documents listés ci-dessous. Chaque document devra être clairement identifié et distinct.

3.1. CANDIDATURE

Dans le cas d'un mandat donné à une entreprise ayant pour activité le dépôt de plis par voie dématérialisée pour le dépôt électronique, joindre l'acte d'habilitation du mandataire.

Le Document Unique de Marché Européen (DUME) conformément à l'article R.2143-4 du Code de la commande publique **ou Les formulaires CERFA** (Lettre de candidature – habilitation du mandataire par ses co-traitants : DC1 - Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement : DC2) comportant les éléments ci-après et accompagnés des justificatifs correspondants :

1°) Situation Personnelle :

Pour les groupements, si la candidature et/ou les offres ne sont pas présentées par l'ensemble des membres du groupement, le mandataire dûment habilité devra justifier des habilitations nécessaires pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché conformément aux dispositions de l'article R.2142-23 du Code de la commande publique.

- Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne physique ayant le pouvoir d'engager le candidat individuel ou le membre du groupement,
- Si le candidat est en redressement judiciaire, la justification de l'habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public.

En application des dispositions des articles L.2141-12 et L.2195-4 du Code de la commande publique, en cas d'inexactitude des renseignements mentionnés, aux articles L.2141-1 à L.2141-11 de ce même Code, le marché sera résilié aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité ; si le marché a fait l'objet d'un commencement d'exécution, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'en faire poursuivre l'exécution aux frais et risques de l'entrepreneur, en application des dispositions de l'article 52.4 du CCAG Travaux.

2°) Capacité économique et financière :

- une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.

3°) Capacités techniques du candidat :

- une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat ainsi que l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
- une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public ;
- présentation d'une liste des travaux notamment de régénération de voie ferrée concernant la réalisation de passage à niveau en platelage amovible, exécutés au cours des cinq (5) dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.

En cas d'impossibilité pour les candidats de produire les documents cités ci-avant, ceux-ci pourront justifier de leur capacité financière et technique par tous moyens.

Conformément aux dispositions de l'article R.2142-3 du Code de la commande publique, les candidats sont informés que pour justifier de leurs capacités professionnelles, techniques et financières, ils peuvent demander à ce que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'un ou plusieurs opérateurs économiques (co-traitants, sous-traitants...). Il leur appartient dès lors de demander à l'appui de leur candidature que soient prises en compte les capacités de ce(s) opérateur(s) économique(s) et de justifier ainsi du fait qu'ils en disposent pour l'exécution du marché. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié conformément à aux articles R.2143-11 et R.2143.12 du Code de la commande publique.

3.2. OFFRE

Les documents seront établis dans les conditions définies ci-après :

- **l'Acte d'Engagement**

Ce document devra être complété par le représentant qualifié de l'entreprise soumissionnaire, ou de chacune des entreprises groupées. Dans cette seconde hypothèse, le mandataire du groupement devra dans son offre joindre un mandat de la part de ses co-traitants l'habilitant à le faire.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance éventuellement prévue à l'article 5.2 du CCAP, ils doivent le préciser à l'article 4 de l'acte d'engagement.

A cet acte d'engagement sont jointes deux annexes :

- **annexe 1 : un relevé d'identité bancaire au format IBAN/BIC**
En cas de groupement, et pour des entreprises désirant être payées séparément, chacun des membres du groupement devra joindre un relevé d'identité bancaire au format IBAN/BIC.
- **annexe 2 : Déclaration de sous-traitance (DC4)**, annexe à l'acte d'engagement en cas de sous-traitance à compléter et y joindre : la déclaration du candidat– formulaires DC2– les certificats fiscaux et parafiscaux ainsi que ses capacités professionnelles conformément au paragraphe 3°) ci-avant. Chaque sous-traitant présenté devra faire l'objet d'un DC4 distinct. Que les sous-traitants soient désignés ou non au marché, le concurrent devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter.
- **le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)**
- **le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)**
- **l'Etat des Prix Forfaitaire (EPF)**, accompagné des Conditions Particulières d'Application des Prix Forfaitaires. Cadre ci-joint, au format Word, à compléter et à dater.
- **Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU)**, accompagné des Conditions Particulières d'Application des Prix Unitaires. Cadre ci-joint, au format Word, à compléter et à dater.
- **Le Détail Estimatif (DE)**, cadre ci-joint, au format Word, à compléter et à dater.

- **la décomposition de tous les prix forfaitaires de l'Etat des Prix Forfaitaires** à fournir par le soumissionnaire et sera établi suivant les indications mentionnées à l'article 4.4 du présent règlement.
- **le sous-détail de tous les prix unitaires du Bordereau des Prix Unitaires** , à fournir par le soumissionnaire et sera établi suivant les indications mentionnées à l'article 4.4 du présent règlement.
- **le mémoire technique d'exécution**
Le soumissionnaire joindra à son offre **un mémoire technique** des dispositions qu'il se propose d'adopter pour l'exécution des travaux. Ce document établi par le soumissionnaire comprendra tous les documents de nature à expliciter son offre et en particulier :
 - ✓ Les procédés et moyens d'exécution mis en œuvre pour réaliser les différents travaux.
 - ✓ Un planning d'exécution des ouvrages indiquant la durée prévisionnelle des différentes phases de chantier sur les périodes d'interception ferroviaire et routière définies à l'article I.5 du CCTP ; ce planning présentera les différentes phases de travaux associées à chaque équipement (PNs, portions de voie ferrée concernées) et détaillera les plages d'intervention, ainsi que les moyens humains et matériel associés. Ce planning, pour la partie travaux, devra être détaillé par tranche de 4heures afin de planifier le personnel de sécurité du mainteneur du service RFP.
- **l'(les) attestation(s) d'assurance**
Les assurances exigées sont précisées à l'article 10 du CCAP.
- **le « bon de visite »** du site concerné par la présente consultation. Ce bon de visite sera délivré et visé par un représentant de HAROPA PORT | Le Havre lors de la visite mentionnée à l'article 6 du présent document.

A défaut par les soumissionnaires d'avoir remis dans leur offre tous les éléments de prix et le cas échéant de délai, il sera fait application des dispositions de l'article R.2152-2 du Code de la commande publique.

ARTICLE 4. JUGEMENT DES OFFRES

4.1. CRITERES ET MODALITES DE JUGEMENT DES OFFRES

La personne habilitée à représenter l'acheteur attribuera le marché au soumissionnaire dont l'offre est économiquement la plus avantageuse, en se fondant sur les critères et pondérations indiqués ci-après et classés par ordre décroissant d'importance :

- **Critère n°1 : Prix des prestations (sur 80% points)**
- **Critère n°2 : Valeur technique (sur 20% points)**

Le marché public sera attribué à l'offre ayant obtenu la meilleure note résultant de l'analyse par pondération des différents critères dont les modalités sont définies ci-après.

Chaque critère sera noté comme suit :

- **Critère n°1 : Prix des prestations (sur 80 points)**

La note relative à ce critère sera attribuée à chaque soumissionnaire au prorata de l'écart entre son offre et l'offre moins-disante (sous réserve que cette offre n'ait pas été jugée anormalement basse) et calculée selon la formule suivante :

$$\text{Note du soumissionnaire} = \frac{(\text{offre moins-disante})}{\text{offre du soumissionnaire}} \times 80$$

L'offre moins-disante obtenant la note maximale de 80 points.

- **Critère n°2 : Valeur technique (sur 20 points)**

La valeur technique sera jugée sur la base du sous-critère d'appréciation défini ci-après en fonction des éléments contenus dans le mémoire technique du soumissionnaire.

Sous-critère : Le planning d'exécution des ouvrages indiquant la durée prévisionnelle des différentes phases de chantier sur les périodes d'interception ferroviaire et routière définies à l'article I.5 du CCTP, (phases de travaux associées à chaque équipement, PN, portions de voie ferrée concernées, détails des plages d'intervention et moyens humains et matériels associés), sur 20 points.

La note du sous-critère sera évaluée par application d'une note variable appréciée comme suit :

- 0% – Information inexistante
- 25% – Offre peu satisfaisante
- 50% – Offre moyennement satisfaisante
- 75% – Offre satisfaisante
- 100% – Offre très satisfaisante

Note finale d'évaluation

La note finale attribuée à chaque soumissionnaire sera donc établie de la sorte :

$\text{Note du soumissionnaire (sur 100)} = \text{note critère 1 (sur 80 points)} + \text{note critère 2 (sur 20 points)}$
--

Les offres seront classées par ordre décroissant selon la note finale obtenue telle que définie ci-dessus et le marché attribué à l'offre la mieux classée.

Si le titulaire pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations nécessaires à la recevabilité de sa candidature (à l'exclusion des documents mentionnés à l'article D.113-14 du Code des relations entre le public et l'administration) dans un délai de dix (10) jours à compter de la demande qui lui en sera faite, conformément aux articles R.2144-1 à R.2144-7 du Code de la commande publique, son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du soumissionnaire sera prononcée par la personne habilitée à représenter l'acheteur qui présentera la même demande au soumissionnaire suivant dans le classement des offres.

Dans ce cadre, le titulaire sera invité à signer soit électroniquement, soit de façon manuscrite le marché public. L'original du marché public sera conservé HAROPA PORT | Le Havre. Le marché public sera notifié par voie dématérialisée sur le profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

La personne habilitée à représenter l'acheteur pourra à tout moment mettre fin à la procédure pour des motifs d'intérêt général.

4.2. DEMANDE DE PRECISIONS - NEGOCIATIONS

Les soumissionnaires pourront être appelés à préciser ou compléter par écrit la teneur de leur offre.

Après examen de l'ensemble des offres, la personne habilitée à représenter l'acheteur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales et ce, sans négociation.

En effet, compte tenu de la volonté de l'acheteur de lancer très rapidement les travaux, il est possible et même probable que le marché soit attribué à l'auteur de la meilleure première offre de sorte que les candidats sont vivement invités à procéder dès ce stade à leur démarche d'optimisation.

Les échanges relatifs à ces négociations s'effectueront par le profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Dans l'hypothèse où les négociations donneraient lieu à l'organisation de réunions avec ceux des soumissionnaires ayant présenté les offres les plus avantageuses, ceux-ci seront informés par voie dématérialisée des date et heure auxquelles ils devront se présenter, avec préavis minimum de cinq (5) jours.

Au cours de ces négociations, le HAROPA PORT | Le Havre pourra procéder à un nouveau classement résultant de l'application des critères définis ci-avant.

Au terme de cette phase de négociation, la personne habilitée à représenter l'acheteur attribuera le marché au soumissionnaire dont l'offre est économiquement la plus avantageuse, en se fondant sur les critères et pondérations indiqués ci-avant.

A l'issue du jugement des offres, celles-ci seront classées par ordre décroissant selon les critères et le marché attribué à l'offre la mieux classée.

4.3. VERIFICATION DES OFFRES ET CORRECTION D'ERREURS MATERIELLES

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur l'état des prix forfaitaires et/ou le bordereau des prix unitaires, prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant du Détail Estimatif sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans ce Détail Estimatif seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du Détail Estimatif qui sera pris en considération.

Si des erreurs de multiplication, d'addition ou de report sont constatées dans la décomposition d'un prix forfaitaire ou dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre d'un soumissionnaire, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour le mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

4.4. FORMES DES DECOMPOSITIONS ET DES SOUS-DETAILS

HAROPA PORT | Le Havre se réserve la possibilité, pour le jugement des offres, de demander aux soumissionnaires une décomposition complémentaire d'un ou plusieurs des prix forfaitaires de l'état des prix forfaitaires, ainsi qu'un sous-détail complémentaire d'un ou de plusieurs des prix unitaires du bordereau des prix unitaires. A défaut par le soumissionnaire de remettre cette décomposition ou ce sous-détail dans le délai figurant sur la demande qui lui en aura été faite, HAROPA PORT | Le Havre pourra décider de ne pas prendre en considération l'offre du soumissionnaire.

Toute décomposition de prix forfaitaire demandée sera présentée sous la forme d'un détail estimatif comprenant pour chaque nature d'ouvrage ou chaque élément d'ouvrage la quantité à exécuter prévue par le soumissionnaire et le prix de l'unité correspondant, limité aux déboursés ou frais directs ; il sera en outre, précisé quel est, pour les prix d'unité en question, le pourcentage de frais généraux et impôts et taxes autres que la T.V.A., ainsi que la marge pour risques et bénéfice exprimée en pourcentage de l'ensemble des deux postes précédents.

Tout sous-détail d'un prix unitaire demandé donnera le contenu du prix en distinguant :

- les déboursés ou frais directs
- les frais généraux, impôts et taxes autres que la T.V.A. exprimés par des pourcentages des déboursés définis ci-dessus
- la marge pour risques et bénéfice exprimée en pourcentage de l'ensemble des deux postes précédents

4.5. INFORMATION DES SOUMISSIONNAIRES

En application des dispositions des articles R.2181-1 du Code de la commande publique, à l'issue du jugement des offres, les soumissionnaires écartés seront avisés individuellement du nom et des notes obtenues par l'attributaire ainsi que du montant du marché.

Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative (Décret n° 2015-1717 du 22 décembre 2015), les soumissionnaires sont informés qu'ils disposent d'un délai de deux (2) mois à compter de la notification de la décision de la personne habilitée à représenter l'acheteur de rejet de leur offre pour se pourvoir devant le tribunal administratif compétent.

ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

Les offres devront parvenir au plus tard au jour indiqué sur la page de garde du présent règlement par voie dématérialisée sur le profil d'acheteur suivant : <https://www.marches-publics.gouv.fr> dans les conditions qui y sont indiquées.

Il est précisé que la plateforme ne limite pas la taille du dossier qui peut y être déposé et que les formats de fichier suivants sont acceptés : .doc, .xls, .pdf, .ppt, .dwg, .jpeg, .mpeg, .AVI, .docx.

En cas de difficultés pour le dépôt d'une offre, les soumissionnaires peuvent se rapprocher de la plateforme des achats, dans les conditions suivantes :

Adresse internet : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Pour rappel, la signature électronique n'est pas exigée.

Les soumissionnaires pourront en plus de l'envoi électronique envoyer une copie de sauvegarde au format papier ou électronique physique (USB, CD ...) en précisant sur l'enveloppe extérieure « **COPIE DE SAUVEGARDE** » à l'adresse postale précisée ci-dessous :

HAROPA PORT | Le Havre

Service des Achats et de la commande publique – Pôle commande publique

Centre administratif - Terre-plein de la Barre

CS 81413

76067 LE HAVRE CEDEX

Cette copie ne sera valable que si elle respecte la date et l'heure limite de remise des offres.

ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires (administratifs et techniques) qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir leur demande par voie dématérialisée sur le profil d'acheteur.

- Pour les questions administratives, il est également possible de contacter le Secrétariat du Service des Achats et de la Commande Publique - Pôle commande publique par téléphone au 02.32.74.69.58.
- Pour les questions techniques, celles-ci devront parvenir au plus tard huit (8) jours avant la date limite de remise des offres, obligatoirement par demande écrite.

Une réponse sera alors adressée à tous les candidats, au plus tard six (6) jours avant la date limite fixée pour la réception des offres initiales, intermédiaires ou finales. Si cette date est reportée, la date limite de dépôt des questions sera reportée en conséquence.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que, compte tenu de la spécificité des travaux à effectuer, **une visite est obligatoire.**

La visite sera organisée sur rendez-vous, le 4, 5 et 6 novembre 2024 de 9h à 16h et donnera lieu à la délivrance d'un « bon de visite » signé et daté par le représentant de HAROPA PORT | Le Havre et par le candidat.

Il est précisé que les candidats n'ayant pas pris part à la visite durant la période définie ci-dessus verront leur offre écartée.

Pour prendre rendez-vous, les candidats devront s'adresser à :

HAROPA PORT | Le Havre

Service Réseau Ferroviaire Portuaire

Terre-plein de la Barre - CS 81413

76067 LE HAVRE CEDEX

Tél : 06.60.11.23.39

Courriel : david.bunel@haropaport.com